

## *Avant-propos*

Les politiques du Gouvernement Ouvert ont gagné en importance dans l'ensemble des réformes de la gouvernance publique menées partout dans le monde. Mettre en place des gouvernements transparents et participatifs peut être un levier efficace de la croissance inclusive et aider les pays à redonner confiance aux citoyens dans leurs administrations. Impliquer la population dans le processus d'élaboration des politiques publiques permet de fournir des services publics adaptés aux besoins. La transparence et la surveillance publique contribuent quant à elles à la lutte contre la corruption. Les États font partout l'expérience de politiques du Gouvernement Ouvert, s'associent à la société civile et utilisent les TIC pour développer des approches innovantes.

Dans l'esprit de cette libéralisation politique et de la nouvelle Constitution de 2011, le Maroc s'engage à mettre en œuvre des réformes en vue d'un Gouvernement Ouvert, sur la base de principes de démocratie participative et de bonne gouvernance. Dans ce cadre, le pays a affirmé son intention de rejoindre le Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (OGP) qui complète les efforts de réformes générales visant à traduire les principes de la nouvelle Constitution en politiques publiques, en institutions et en résultats mesurables.

Cette Revue fournit une évaluation d'ensemble, fondée sur des données empiriques, de la progression du Maroc vers le Gouvernement Ouvert. Elle a été préparée dans le cadre du Projet de l'OCDE pour le Gouvernement Ouvert qui s'adresse, outre le Maroc, à la Jordanie, la Libye et la Tunisie. Ce Projet a pour objectif d'aider les pays à concevoir et mettre en œuvre les réformes du Gouvernement Ouvert en consultation avec leurs citoyens, avant de rejoindre l'OGP puis de formuler et appliquer le Plan d'Action de l'OGP.

Ce rapport comprend une évaluation complète du Gouvernement Ouvert au Maroc, en insistant sur la coordination, l'implication des citoyens, la transparence budgétaire, l'intégrité et l'utilisation des TIC. Il analyse les institutions, le cadre légal et les politiques publiques du Maroc, en mettant l'accent sur les succès obtenus et en identifiant des recommandations pour

surmonter les difficultés. La nouvelle Constitution marocaine représente une base prometteuse pour le Gouvernement Ouvert. Pour construire une administration publique authentiquement transparente et participative, le pays doit néanmoins accroître ses efforts, matérialiser ses engagements et accélérer la mise en œuvre des politiques publiques aux niveaux national et local. Le succès dépend aussi bien du volontarisme politique, de l'existence d'un plan stratégique et des ressources humaines et financières nécessaires que de la capacité du gouvernement à considérer les citoyens et la société civile comme véritables partenaires. Pour y parvenir, le Maroc, contrairement à d'autres pays de la région, peut s'appuyer sur une société civile forte et sur une administration publique fonctionnelle.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) a collaboré étroitement avec le Maroc depuis le lancement du Programme de Gouvernance MENA-OCDE en 2004. Occupant aujourd'hui la présidence du Programme, le Maroc travaille avec l'OCDE de manière systématique. Ce rapport s'inscrit dans l'appui prodigué par l'OCDE à l'agenda marocain du Gouvernement Ouvert, afin de renforcer la transition démocratique en cours, d'améliorer la qualité des politiques et des services publics, et de renforcer le développement socio-économique dans son ensemble.

## *Remerciements*

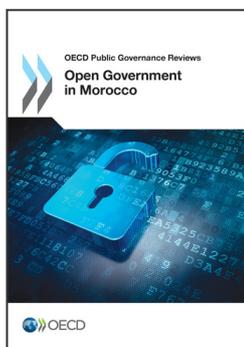
Le Secrétariat de l'OCDE souhaite exprimer sa gratitude à tous ceux qui ont permis la rédaction de ce rapport, en commençant par le gouvernement marocain, qui s'est fortement impliqué et a mobilisé tous les partenaires concernés, et par les Organisations de la Société Civile marocaine, qui ont partagé leurs idées et leur enthousiasme. L'OCDE veut en particulier remercier le ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration pour son appui constant.

L'OCDE veut également remercier les responsables publics qui ont fait fonction de pairs évaluateurs : Otávio Moreira de Castro Neves (Coordinateur du Secrétariat pour le Gouvernement Ouvert, la Transparence et la Prévention de la Corruption, Bureau du Contrôleur Général, Brésil) et Emilio García García (Directeur, Direction des Technologies et des Systèmes d'Information, ministère des Finances et de l'Administration Publique, Espagne).

Cette Revue a été préparée par la Direction de la Gouvernance publique et du Développement territorial de l'OCDE, placée sous la responsabilité de Rolf Alter. Elle s'inscrit dans la série des Revues du Gouvernement Ouvert de la Division des Revues de la gouvernance et des Partenariats, qui est dirigée par Martin Forst. La Revue du Gouvernement Ouvert du Maroc a été rédigée sous la conduite stratégique de Carlos Conde, ancien chef du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance. Le processus de révision et de préparation a été confié à Alessandro Bellantoni, coordinateur du Projet MENA-OCDE pour le Gouvernement Ouvert, qui a systématiquement commenté les chapitres et les a mis en cohérence. Katharina Zügel a accompagné l'ensemble du processus de révision, de recherche sur le contexte et de missions de collecte de données ; elle a aussi contribué à la rédaction, avec Moritz Ader, Othmane Mechatte et Rym Ghouma. Jennifer Bremer a mis en forme le document et s'est assurée de la cohérence globale de ses recommandations. La Revue a été rédigée par une équipe qui inclut Blagovesta Maneva-Sleyman (chapitre 1 sur le Centre du Gouvernement), Alessandro Bellantoni (chapitre 2 sur l'Engagement civique), Eva Beuselinck et Silvia Losada (chapitre 3 sur la Transparence du Processus budgétaire), Sana Al-Attar (chapitre 4 sur l'Intégrité), Adam Mollerup et Barbara Ubaldi (chapitre 5 sur les TIC et le Gouvernement Ouvert). Delphine Mergier et Anaisa Goncalves ont apporté leur concours

administratif. Ciara Muller a apporté un appui éditorial et a préparé le manuscrit en vue de sa publication.

La Revue du Gouvernement Ouvert du Maroc a été menée dans le respect du mandat de promotion des réformes du Gouvernement Ouvert dans la région MENA, reçu par l'OCDE dans le cadre du Partenariat de Deauville du G7 avec les Pays arabes en transition. L'OCDE remercie le Middle East Partnership Initiative (MEPI) des États-Unis pour son appui financier.



Extrait de :  
**Open Government in Morocco**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264226685-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Avant-propos et Remerciements », dans *Open Government in Morocco*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264226722-1-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).